



Communiqué de presse

Dijon, 6 avril 2018

La cohésion au cœur des 2^{èmes} Journées Nationales de France urbaine

Les 5 et 6 avril 2018, plus de 500 élus et techniciens venant de 75 territoires urbains se sont réunis à Dijon à l'invitation de François REBSAMEN, maire de Dijon et président de Dijon Métropole, pour la deuxième édition des Journées nationales de France urbaine.

En présence du Premier ministre Edouard PHILIPPE, Jean-Luc MOUDENC, Président de France urbaine, a constaté les effets du dialogue engagé avec le Gouvernement depuis maintenant plus d'un an, et qui a permis de poser les premières bases d'une relation renouvelée avec l'Etat. Contractualisation financière en lieu et place d'une baisse des dotations aveugle, création de la Conférence Nationale des Territoires dont la troisième édition se déroulera d'ici l'été, mise en place par le Gouvernement d'instances de travail préalable à l'élaboration des textes réglementaires.... Les effets du dialogue et de la confiance, permis par la méthode choisie par France urbaine, se font déjà ressentir.

Mais la confiance est lente à construire et rapide à fragiliser. Comme l'a souligné François REBSAMEN, « le dialogue entre le gouvernement et les élus locaux est indispensable. Il doit pouvoir être franc ». C'est pourquoi France urbaine a également rappelé au Premier ministre Edouard PHILIPPE et à Olivier DUSSOPT, Secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de l'action et des comptes publics, qu'il ne saurait exister de dialogue sans exigence, de contrat sans contreparties. Cela est particulièrement vrai en matière de contractualisation financière, mais constitue le principe qui doit guider l'ensemble des chantiers ouverts par le Gouvernement, que ce soit en matière de logement, de mobilités, de politique de la ville,

Car ce dialogue, nous ne le défendons pas pour nos seuls habitants. A l'heure où les frontières sont dépassées et les interdépendances territoriales renforcées, cela n'aurait pas sens. Nous le défendons pour l'ensemble de nos concitoyens puisque le développement des uns ne peut s'envisager sans le développement des autres. C'est pourquoi France urbaine a rappelé son engagement pour une Alliance des territoires en actes, qui impose à chacun d'être conscient des dangers immenses à organiser et instrumentaliser des oppositions artificielles entre territoires et, donc, entre citoyens.

Cette responsabilité qui nous oblige et qui nous engage doit nous permettre de construire une République des territoires où aucun citoyen ne soit écarté ou exclu du pacte républicain. C'est le sens du mot cohésion, que France urbaine a défendu tant à l'échelle européenne que nationale. Ces journées ont ainsi permis la présentation du Pacte d'engagement pour la cohésion élaboré par France urbaine et l'Assemblée des communautés de France suite à un travail de fond avec Jean-Louis Borloo, ancien ministre, qui propose des solutions concrètes pour une politique de cohésion urbaine efficace pour toutes et tous.

Comme l'a rappelé avec force Jean-Luc Moudenc, « quel que soit le territoire, tous les élus partagent cette responsabilité d'alliance et de construction de réciprocité, non pas pour le plaisir de la formule



mais parce que c'est le seul moyen de remplir notre mission collective : celle de faire en sorte que personne, dans notre pays, ne se trouve en situation d'enclavement, d'isolement, d'éloignement, quel que soit l'endroit où il vit. Car la précarité, la fragilité et la solitude n'ont pas de paysage, qu'il soit urbain ou rural, mais résultent toujours de la même cause : l'absence de dialogue et de projet partagé. »

Un après les premières journées nationales qui s'étaient tenues à Arras en mars 2017 et à l'aune des engagements qu'elle avait pris dans le cadre de son Manifeste, France urbaine a mesuré le chemin parcouru. Elle appelle donc à renforcer le dialogue de confiance avec l'Etat pour mener à bien, dans un esprit d'autonomie, de responsabilité et de dialogue, les grands chantiers dont l'ensemble de nos concitoyens ont besoin. La révision constitutionnelle annoncée devra ainsi permettre, en renforçant le principe d'expérimentation sans généralisation, de renforcer toujours plus la cohésion dont nos citoyens ont besoin.

En effet, comme l'a affirmé Jean-Luc Moudenc : « Nous sommes le dernier rempart contre le populisme ambiant en progression. Face à cela notre responsabilité est de tenir bon. Plus que jamais, si le combat de France urbaine est le combat des villes et pour la ville, c'est aussi le combat de la République pour la République. »

Les troisièmes Journées Nationales de France urbaine seront accueillies au printemps 2019 par Jean-Luc Moudenc à Toulouse.

Contact		
France urbaine Jilliane POLLAK 06 40 86 45 38 j.pollak@franceurbaine.org	Dijon Métropole Guillaume VARINOT 0762413918 gvarinot@ville-dijon.fr	O2P Olivia PENICHOU 06 07 08 91 47

France urbaine, présidée par Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole, est l'association qui regroupe les élus des métropoles, grandes intercommunalités et villes françaises, comptant 101 membres de toutes tendances politiques confondues. Elle participe à la structuration du monde urbain et à l'attractivité de tout son territoire. Sa légitimité la prédispose à entretenir de nombreux contacts avec l'exécutif et le Parlement, avec lesquels elle collabore au quotidien dans le but de défendre les intérêts des territoires et des citoyens. Acteurs de la transition énergétique et des politiques d'aménagement du territoire, les territoires urbains ont une responsabilité qui dépasse leurs frontières administratives. En ce sens, France urbaine défend une « alliance des territoires » en mesure de faciliter les coopérations territoriales et d'assurer une pleine effectivité des politiques publiques.